lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 1 089 - 15 avril 1989 - prix : 8 F

Rocard à la Barre contre les revendications : TOUS ENSEMBLE FAISONS-LE CHAVIRER !

M 6189 - 1089 - 8,00 F

3796189008001 10890

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64995

OUI À L'EUROPE DES TRAVAILLEURS

UNIS CONTRE LEURS EXPLOITEURS !

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Les prétextes changent, le chantage patronal reste.

Ces dix dernières années, c'était paraît-il pour sauver l'économie française de la crise mondiale que les patrons et leurs politiciens nous ont demandé de nous résigner aux licenciements, aux bas salaires et à la remise en cause des droits sociaux. Ça n'a pas rendu l'économie française plus compétitive, mais ça a permis aux patrons et actionnaires français de s'enrichir sur le dos de la population laborieuse, pour mieux spéculer en Bourse et sur les marchés financiers internationaux.

★ ★ ★

Aujourd'hui, on nous sert le même chantage, mais c'est au nom de l'Europe qu'on voudrait cette fois nous intimider. Il faudrait que nous acceptions encore les bas salaires, l'exploitation accrue, pour que nos patrons accumulent les bénéfices d'ici l'échéance du marché unique européen de 1992, pour qu'ils survivent, nous dit-on, à la compétition européenne.

Tout d'abord, même du point de vue de l'économie capitaliste, c'est une propagande mensongère. Ce n'est pas parce que les patrons français abaisseraient encore les salaires que leurs entreprises seraient plus compétitives et performantes. Lundi, le ministre du Travail lui-même a dû faire paraître des statistiques comme quoi les entreprises qui en France sont les plus performantes sont à la fois celles qui pratiquent en moyenne des salaires plus élevés et sont contrôlées par des capitaux étrangers ! Et puis, sans avoir besoin des statistiques officielles, les travailleurs de ce pays, français comme immigrés, sont bien placés pour savoir que les patrons français ne sont pas plus tendres dans leur soif de profits et leur âpreté à les exploiter que les patrons étrangers.

A propos de l'Europe, les socialistes au gouvernement disent la même chose que les patrons et la droite, en ajoutant hypocritement qu'ils souhaitent aussi une Europe «sociale» : aussi sociale, sans doute, que la France du blocage des salaires et de l'acquiescement aux vagues de licenciements qu'ils ont ménagée aux patrons à partir de 1982.

★ ★ ★

Mais le Parti Communiste lui non plus ne se place pas vraiment du point de vue des intérêts de la classe ouvrière, dans cette campagne pour les élections européennes qui auront lieu le 18 juin prochain.

Certes, la propagande du Parti Communiste est moins ouvertement chauvine qu'à une époque, quand il se disait pour la France et contre l'Europe. Mais Philippe Herzog, la tête de liste du Parti Communiste, multiplie les déclarations pour dire qu'au sein de l'Europe, il faut absolument que «la France consolide ses atouts», qu'elle ne doit pas «capituler» devant le capital allemand et américain, que «la France», toujours elle, «doit consolider ses acquis nationaux au sein de l'Europe des patrons».

Mais c'est quoi, la France ? La France des patrons vaut-elle mieux que l'Europe des patrons ? Le langage chauvin et nationaliste mettant dans le même camp, du côté de la même frontière, patrons comme ouvriers, n'a jamais servi les intérêts de la classe ouvrière.

Qui nous fera croire que nous serions mieux protégés «chez nous», de la crise économique internationale ? Et c'est quoi, les «acquis nationaux» dont parle le PC ? La politique de blocage des salaires que nous subissons depuis 7 ans ?

★ ★ ★

Ce qui est à l'ordre du jour, ce n'est pas de nous faire peur à nous-mêmes avec une éventuelle Europe moins cloisonnée, mais de nous défendre.

Les travailleurs n'ont que leurs propres divisions, leur propre isolement artificiel les uns des autres à craindre, pas la suppression des frontières. Et il est temps de rendre enfin les coups que les patrons français comme étrangers nous ont fait encaisser depuis des années, pour que le rapport de force se renverse en faveur de la classe ouvrière, y compris à l'échelle de l'Europe !

Corse : SORTIR LA GRÈVE DE L'INSULARITÉ ?

(AFP)

Rocard a eu la réponse qu'il méritait. D'un ton arrogant, il avait déclaré *«la comédie a assez duré»*, et mis fin aux négociations qui se déroulaient à la préfecture de Bastia. Et d'ajouter : *«Il est temps que cesse le fait que, dès qu'une catégorie sociale descend dans la rue, l'Etat paie pour arrêter cela»*. La réponse des travailleurs corses ne s'est pas fait attendre : ils étaient 12 000, le mercredi 12 avril, dans les rues de Bastia, et pas prêts à se laisser intimider par les CRS du gouvernement socialiste. Des bagarres ont continué ensuite une bonne partie de la nuit.

Les grévistes corses avaient appris la veille la dernière position arrêtée par le ministère de la Fonction publique : l'octroi d'une «indemnité de transport» de 200 F par mois (300 F pour un fonctionnaire ayant deux enfants).

Mais Rocard ne fait que jouer pour la troisième fois le même scénario. Les 30 à 40 F par mois proposés le 25 mars comme *«dernière proposition»* avaient été considérés par les grévistes comme une insulte. L'ultimatum du 30 mars accordant cette «indemnité de transport» de 200 F à la condition que le travail reprenne au plus tard le lundi 3 avril avait été suivi de la continuation de la grève. Le gouvernement n'ajoute aujourd'hui que la promesse de réévaluer cette indemnité dans un an en fonction des tarifs SNCF (comme si le seul tortillard à voie unique qui traverse la Corse y fixait le coût de la vie !). De dernière proposition en ultimatum, en passant par les interventions policières, cela n'a jusqu'à présent guère réussi au gouvernement. Les grévistes sont restés toujours aussi décidés. La rupture des négociations de ce 11 avril aura eu comme seul effet d'avoir accru encore la participation à la manifestation de Bastia le meredi 12.

Rocard compte probablement sur l'usure du mouvement, qui dure maintenant depuis 50 jours. Il compte peut-être aussi sur un éventuel pourrissement du conflit, sur les oppositions que la prolongation du conflit pourrait susciter dans l'île même de la part des autres catégories, commerçants, artisans, agriculteurs. Et il cherche, avec la promesse d'ouverture prochaine de «tables rondes» sur l'avenir de la Corse, des appuis parmi les notables de l'île, les responsables politiques locaux (classiques ou nationalistes), les représentants du patronat, mais aussi le syndicat nationaliste (le Syndicat des Travailleurs Corses, STC) favorable à ces tables rondes pour en finir avec la grève au nom d'une soi-disant recherche de solution aux problèmes économiques de l'île.

Jusqu'à présent, du côté des fonctionnaires en grève, personne ne s'est montré dupe de cette proposition de «tables rondes», réitérée par le gouvernement depuis quelques semaines. Mais si la grève lancée le 21 février dernier dans les PTT s'était alors rapidement étendue à toutes les autres catégories de fonctionnaires et employés des services publics de Corse, elle n'a pas réussi, ni cherché, jusqu'à présent, à devenir contagieuse au-delà des fonctionnaires corses, au-delà des limites de l'île. C'est pourtant ce que le gouvernement aurait le plus à craindre.

Et qu'importe alors pour les grévistes de Corse la coupure de la ligne directe qui reliait ces derniers jours les négociateurs syndicaux de Bastia au continent. Ce qui leur manque surtout, ce sont les lignes de communication entre eux-mêmes et tous les travailleurs du continent.

Mais en mettant en avant dans cette grève la revendication salariale sous la forme d'une *«prime d'insularité de 1000 F par mois»*, les syndicats qui ont lancé le mouvement, la CGT et FO, l'ont eux-mêmes placé sur le terrain du corporatisme et du régionalisme, et ont contribué à développer l'idée parmi les autres travailleurs du pays que cette grève n'était qu'une affaire spécifiquement corse. Et la CGT a beau s'inquiéter de voir les courants nationalistes reprendre en partie l'initiative dans ce mouvement revendicatif dont ils étaient au départ absents, c'est la CGT elle-même qui leur a ouvert la porte.

Quant au Syndicat des Travailleurs Corses, le syndicat de tendance nationaliste, s'il a critiqué la revendication de «prime d'insularité» pour les fonctionnaires, comme trop catégorielle, ne concernant pas les autres travailleurs corses, ce n'est évidemment pas pour appeler tous les travailleurs de Corse à demander 1000 F d'augmentation (et encore moins les travailleurs d'ailleurs) : c'est pour renoncer de fait aux revendications salariales (si ce n'est une prime de vie chère momentanée) au nom d'une lutte fictive contre la hausse des prix, pour la *«moralisation de l'île»* par la lutte contre le *«détournement»* des subventions, pour la recherche d'une *«solution globale»* de développement économique de l'île... Bref pour s'apprêter à prendre sa place autour des «tables rondes» avec lesquelles le gouvernement s'apprête à amuser la galerie.

La grève n'est pas terminée, même si Rocard a dit une fois de plus que les négociations sont terminées. Et il reste que ces 1000 F de plus par mois que veulent les grévistes corses, c'est la même revendication que celle qui est commune à tous les travailleurs.

Olivier BELIN

DES «MOBILES» POUR LA CORSE ? ÇA BLOQUE !

Lundi 3 avril, à Marseille, un convoi de gardes mobiles devait embarquer sur le *Cyrnos* pour le «maintien de l'ordre» en Corse.

Les marins de ce carferry de la SNCM, après une assemblée générale organisée par la CGT, ont décidé de ne pas travailler si les gardes mobiles embarquaient. Sur le continent comme en Corse, un garde mobile, c'est un garde mobile, et les marins se souviennent très bien qu'ils étaient face à eux, aux côtés des CRS, lors de la grève de 1986 sur le port de Marseille.

Les gardes mobiles ont attendu quelques instants devant le bateau, mais devant la réaction des marins ils ont compris que leur présence était vraiment indésirable à bord. Ils sont donc repartis vers leur caserne. Allez, repos !

CERCLE LÉON TROTSKY

La prochaine réunion portera sur

L'EUROPE

Vendredi 28 avril 1989 à 20 h 30
Grande salle de la Mutualité
24, rue Saint-Victor à Paris 5e
(Métro : Maubert-Mutualité)

Un «économiste» tête de liste aux européennes

(AFP)

QUAND HERZOG APPELAIT LES TRAVAILLEURS À RETROUSSER LES MANCHES

Philippe Herzog, choisi par le PCF pour conduire sa liste aux élections européennes est à peu près inconnu du grand public. Mais la signification politique de ce choix est claire. En mettant en avant un intellectuel, issu de l'Ecole Polytechnique, professeur à la Faculté de Nanterre, les dirigeants du PCF ont voulu soigner une image de leur parti : celle d'un parti gestionnaire, disposant de spécialistes «compétents».

Mais cet inconnu a déjà eu l'occasion de se faire entendre des militants et des sympathisants du PCF. En 1982, à la fête de *l'Humanité,* alors que le PCF avait des ministres dans le premier gouvernement socialiste, c'est lui qui avait été choisi pour faire le discours central.

Il y déclara par exemple : «*La droite (...) essaye d'attiser la déception des travailleurs pour les empêcher de se mobiliser et de soutenir plus activement la gauche qu'ils ont élue. Elle prétend que la politique aurait carrément basculé dans l'austérité...*» Ou encore il rappelait : «*A la Libération Maurice Thorez demandait aux travailleurs de retrousser les manches pour gagner la bataille de la production. Aujourd'hui le Parti Communiste fait solennellement appel aux travailleurs pour qu'ils s'engagent corps à corps avec tout l'esprit d'initiative dont ils sont capables, dans le renouveau de l'économie nationale..*»

Rendons cette justice à Herzog qu'il ne faisait dans ce discours que refléter la politique de la direction de son parti. Mais ces propos, pas si vieux que cela, contribuent à l'image d'un économiste effectivement responsable et raisonnable à l'égard de la bourgeoisie.

Dans ces élections européennes, ce ne peut en aucune façon être un Herzog qui représente le camp des travailleurs et incarne leurs intérêts.

Pas même en apparence.

Et cela, les dirigeants du PCF l'ont délibérément choisi.

J.P. VIAL

LES DIRIGEANTS DU PCF COINCÉS DANS LA CENSURE

Philippe Herzog a déclaré, lors de l'émission Forum-RMC du dimanche 9 avril, que son parti *«n'excluait pas la possibilité de voter la censure»* du gouvernement Rocard. La suite des propos du dirigeant du PCF est venue tout de suite corriger l'impression d'audace – toute relative – de cette prise de position. *«Nous verrons bien en fonction des enjeux»*, explique-t-il. *«Nous savons très bien que faire chuter un gouvernement socialiste pour le remplacer par un gouvernement de droite, cela ne signifierait pas une amélioration pour notre pays».*

Jean-Jack Queyranne, porte-parole du PS, ne s'est pas privé au lendemain de cette déclaration de rappeler, avec une malice toute politicienne, l'accord qu'avaient signé P. Mauroy et G. Marchais avant les municipales dans lequel le PCF s'engageait *«à ne pas favoriser le retour de la droite au pouvoir»*, insistant sur le fait que la déclaration d'Herzog était en contradiction avec ce qu'avait signé Marchais.

Du coup Lajoinie s'est cru obligé de faire une déclaration, publiée dans *l'Humanité* du 12 avril, dans laquelle il explique que *«la résolution de combattre la droite ne préjuge aucunement de tel ou tel vote futur des parlementaires communistes, y compris le vote de censure...»*

«Retenez-moi ! retenez-moi, sinon je vais voter la censure» répètent donc depuis quelques jours les dirigeants du PCF, en s'empressant d'ajouter qu'il n'est pas question de faire tomber le gouvernement. Ils essayent ainsi de faire croire qu'ils représentent une menace sur le plan parlementaire.

Mais ils le font croire à qui ? Pas aux dirigeants du PS qui regardent ce numéro d'équilibrisme politicien d'un œil goguenard car ils sont eux-mêmes des experts en la matière. D'autant qu'ils se souviennent fort bien que, tout à la recherche d'un accord pour les listes communes pour les élections municipales, les députés du PCF n'avaient même pas voté contre le budget, alors même que celui-ci faisait la part belle aux patrons, tout en faisant payer les travailleurs.

Décidément il n'est ni confortable, ni très payant de rester assis entre deux chaises, à défaut de pouvoir espérer l'être entre deux fauteuils ministériels.

Quant à ceux qui ont voté communiste aux élections précédentes, comment peuvent-ils se retrouver dans tout cela ?

Et en quoi les travailleurs peuvent-ils croire que ce sont les fanfaronnades parlementaires – au demeurant bien timides – des dirigeants du PCF qui feront avancer leurs affaires ?

J.P. V.

LEUR SPÉCIALISTE EN RELATIONS

Sainjon, l'ex-secrétaire de la métallurgie CGT, ex-membre de la direction du Parti Communiste, celui qu'on voyait avec Krasucki il n'y a encore pas si longtemps s'interposer entre les patrons et les travailleurs en grève, a changé de métier.

Sans avoir exprimé de divergences politiques ou syndicales, il avait été victime d'un règlement de comptes entre bureaucrates, ce qui l'avait conduit à démissionner de ses fonctions. A la suite de quoi, il a fondé un «institut de recherches et d'innovations sociales»... Et maintenant il est fortement question qu'il se retrouve avec Fabius sur la liste du Parti Socialiste aux élections européennes.

La souplesse qu'il avait acquise dans ses anciennes fonctions lui aura sans doute facilité la «reconversion».

Fête de Lutte Ouvrière

au Havre

Dimanche 16 avril
de 12 h à 20 h

SALLE DES FÊTES DE BLÉVILLE

LUTTE DE CLASSE N° 23 EST PARUE

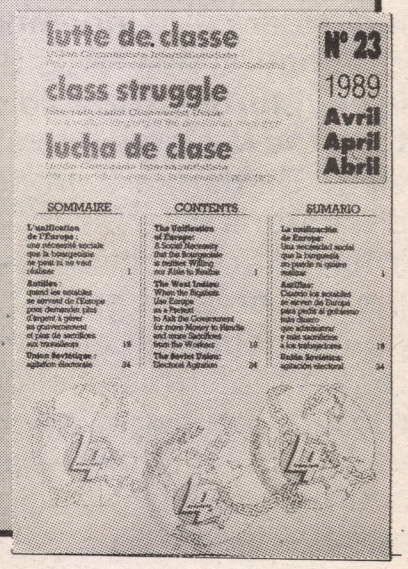
Au sommaire :

– L'unification de l'Europe, une nécessité sociale que la bourgeoisie ne peut ni ne veut réaliser.

– Antilles : quand les notables se servent de l'Europe pour demander plus d'argent à gérer au gouvernement, et plus de sacrifices aux travailleurs.

– Union soviétique : agitation électorale.

Prix : 10 F. S'adresser à nos militants. Envoi contre 12 F en timbres.



LA SOUSCRIPTION DE LUTTE OUVRIÈRE

Le 18 juin prochain, nous serons à nouveau appelés à voter, cette fois pour élire des députés au Parlement européen. Lutte Ouvrière sera présente dans cette campagne.

Bien des travailleurs s'inquiètent de la perspective d'une Europe unie. Il faut dire que tous les grands partis, qu'ils en soient adversaires comme le PCF, ou partisans comme le Parti Socialiste ou l'UDF et le RPR, la présentent comme une menace. Les derniers pour dire que la concurrence sera accrue et qu'il faudra être plus compétitifs, donc faire des sacrifices supplémentaires. Le PCF en prétendant que c'est l'abaissement des frontières qui serait une menace, en mettant au second plan le fait que la bourgeoisie française n'a pas attendu 1992 pour imposer, avec l'aide des gouvernements de gauche ou de droite, le maximum de sacrifices aux travailleurs.

En fait, les bourgeoisies d'Europe ne veulent ni ne peuvent complètement unifier l'Europe. Chacune d'elles a trop besoin de son propre Etat national, contre les autres bourgeoisies ou contre les travailleurs, et des subventions étatiques de toutes sortes, au premier rang desquelles il y a le budget militaire. Leur Europe, ce n'est que celle d'une plus grande circulation des profits. Mais elle reste et restera hérissée de frontières, toujours prêtes à se fermer à nouveau sous n'importe quel prétexte.

Les travailleurs n'ont rien à espérer de cette Europe-là. Mais ils n'ont pas non plus à se faire les défenseurs d'un nationalisme depuis longtemps dépassé.

Les candidats de Lutte Ouvrière veulent affirmer que tous les travailleurs ont des intérêts identiques face à la bourgeoisie, française ou européenne, et qu'ils n'ont pas à se cramponner frileusement, que ce soit au nom du «produire français» ou d'une prétendue solidarité nationale, à la protection illusoire des frontières d'Etats totalement séparés.

Mais ils diront aussi dans cette campagne que les salariés en ont assez de voir un gouvernement de gauche aider le patronat à augmenter ses profits, en diminuant les salaires et le nombre de salariés.

Enfin les candidats de Lutte Ouvrière défendront les idéaux socialistes et révolutionnaires, pour préserver un avenir qui soit une société mondiale libre et fraternelle, débarrassée de l'exploitation et de toutes les barrières divisant l'humanité.

Soutenez la campagne de Lutte Ouvrière.

LES JEUNES LOUPS VONT-ILS MORDRE ?

(AFP)

Trois des principaux rénovateurs du RPR. De gauche à droite : Alain Carignon, Michel Barnier et Michel Noir.

Le Parti Communiste n'est plus le seul à avoir ses rénovateurs. Les partis de droite, RPR et UDF, ont maintenant aussi les leurs... et ils sont, dit-on, jeunes. C'est d'ailleurs ce qui semble être leur seule qualité. Quoique, à y regarder de plus près, la jeunesse qu'on leur attribue est toute relative. Les «cadets» de la droite ont 45 ans en moyenne, l'âge où un ouvrier n'est pas encore à la retraite, mais où il ne peut déjà plus trouver du travail. A croire que certains politiciens vieillissent moins vite que les travailleurs. Il faut croire qu'ils se fatiguent moins !

Les actuels rénovateurs des principaux partis de droite, les Michel Noir, Philippe Séguin, Alain Carignon, Michel Barnier du RPR ; Dominique Baudis, Bernard Bosson de l'UDC ; François d'Aubert, Charles Millon de l'UDF, et bien d'autres encore, ont l'ambition de présenter une liste aux élections européennes du mois de juin qui, à les entendre, permettrait de réaliser l'union de toute la droite parlementaire. Avec une liste RPR-UDF conduite par Giscard d'Estaing, disent les rénovateurs, il y aura nécessairement une liste centriste conduite par Simone Veil. Seule une nouvelle liste conduite par eux-mêmes pourrait réaliser l'unité et, pour ce faire, ils adjurent Giscard de *«tendre le flambeau à une équipe nouvelle»*.

Ce n'est pas la première fois qu'au sein de la droite l'acte de naissance revêt une telle importance. Bien des caciques, aujourd'hui solidement installés au sommet des appareils politiques, furent eux aussi, en leur temps, des «jeunes loups» qui s'affirmaient prêts à rénover la politique, ou du moins on les présentait comme tels.

Lors de l'élection présidentielle de 1965 par exemple, un nouveau venu, aux artères encore élastiques, semblait vouloir rajeunir le visage du vieux courant gaulliste. Ses idées ne se différenciaient guère de celles du général, si ce n'est qu'il tendait plus ouvertement la main aux alliés occidentaux. Mais surtout il était jeune et possédait un sourire éclatant qui devait changer le look politique. Il s'appelait Jean Lecanuet... Qui l'eût cru ?

De même lorsque, quelque dix ans plus tard, Chirac et ses amis s'emparaient de l'appareil du parti gaulliste, leur victoire fut présentée comme celle de la nouvelle génération sur les barons du mouvement, les Chaban, Debré et autres Messmer. Cependant, sur le plan des idées et du programme politique, rien, absolument rien, ne distinguait les deux générations.

Les actuels rénovateurs de droite parviendront-ils à leurs fins et, comme ils l'espèrent, à se hisser au niveau des directions politiques nationales ? En tout cas ils ont pensé que le moment leur était favorable, après l'échec de la droite aux dernières élections municipales. Mais, qu'ils y parviennent ou que leur fronde n'aboutisse qu'à renforcer le courant centriste face aux appareils du RPR et de l'UDF, cela ne changera strictement rien. Le fait de mettre des dates de naissance relativement récentes dans un programme politique n'a jamais eu le pouvoir de le rajeunir, ni surtout de le modifier.

Conduite par Giscard ou Noir-Baudis, une liste de droite aux européennes défendra toujours la même politique, celle qui se fait au bénéfice des possédants. D'ailleurs les rénovateurs, en refusant un débat public avec Giscard sous prétexte que leurs politiques respectives sont identiques, ont au moins la franchise de le reconnaître !

Georges LATTIER

HAÏTI

AFFRONTEMENTS ENTRE CLANS... D'UNE MÊME DICTATURE

(AFP)

Si le général Avril semble bien jusqu'à nouvel ordre être parvenu à sauver son pouvoir en Haïti, c'est surtout probablement à l'appui qu'il a reçu de la part des Etats-Unis qu'il le doit. Les représentants américains, sous-secrétaire d'Etat, ambassadeur, attaché militaire, ont multiplié les déclarations en sa faveur et les visites au palais présidentiel. Des conseillers militaires américains auraient même encadré la garde présidentielle qui lui est restée fidèle.

La menace était sérieuse : après la tentative de putsch venant du corps des "Léopards" les 1er et 2 avril, ce sont les casernes Dessalines à leur tour qui se sont rebellées en réclamant le départ du général Avril. Et il a fallu que la garde présidentielle donne l'assaut à ces casernes le 8 avril pour obtenir leur soumission, après des combats qui ont fait au moins une quarantaine de morts et une centaine de blessés, dont une partie dans la population civile des quartiers proches.

Pour le sous-secrétaire d'Etat américain chargé des Caraïbes, Prosper Avril représenterait "*la dernière et la meilleure chance*" de la démocratie en Haïti. En fait, la "démocratie" n'a pas grand-chose à voir là-dedans. Mais Avril parle vaguement d'élections et de la Constitution de 1987, et peut-être est-il aux yeux de l'administration américaine le plus à même, actuellement, d'assurer un peu de stabilité au régime.

Mais rien n'est réglé en Haïti pour autant. Cette stabilité du pouvoir et l'obéissance de l'ensemble des forces armées elles-mêmes ne sont pas garanties par ce "retour à l'ordre" qui risque bien de n'être que provisoire. Les diverses unités militaires forment pratiquement autant de factions, en lutte permanente depuis des années pour s'approprier, outre les profits liés au trafic de la drogue, les avantages liés au pouvoir, tels que des soldes supérieures ou des positions permettant de s'enrichir rapidement, dans les entreprises publiques par exemple. Les militaires sont évidemment en position de force pour tenter de profiter du chaos dans lequel Haïti est en train de plonger, et c'est là que réside la cause du conflit qui met régulièrement aux prises leurs différents clans.

La victime de cette situation de plus en plus pourrie, c'est bien sûr la population. L'état d'urgence et le couvre-feu décrétés par Avril ne peuvent rien face à la désorganisation générale des transports, du commerce, qui accentue encore sa misère permanente. Ils peuvent même favoriser une aggravation des exactions qu'elle subit. Des règlements de comptes entre chefs militaires, ces petits seigneurs de guerre, les pauvres n'ont tout au plus à attendre que des obus "perdus", comme ceux qui sont tombés sur certains quartiers populaires du centre de Port-au-Prince lors des combats des 8-9 avril.

Maintenant, le général Avril va peut-être pouvoir se présenter, avec l'aide des Etats-Unis, comme une espèce de sauveur de l'ordre et obtenir pour cette fiction le soutien des formations politiques. Mais la population n'a pris parti ni pour l'un ni pour l'autre camp lors de ces affrontements (qui ne sont peut-être les derniers qu'en date), et elle n'avait aucun intérêt à le faire, car aucun ne défend en quoi que ce soit ses intérêts.

Christiane LE GUERN

ÉTATS-UNIS

Le droit à l'avortement, UN DROIT À DÉFENDRE EN PERMANENCE

100 000 personnes (selon la police) ou 150 000 (selon les organisateurs) ont défilé dimanche 9 avril pour exprimer haut et fort leur soutien à la liberté de l'avortement. C'est à Washington, capitale des Etats-Unis, que cela s'est passé. Eh oui ! Dans ce pays qui se présente comme le modèle de la démocratie moderne, la liberté des femmes de disposer de leur corps apparaît aujourd'hui menacée, en tout cas suffisamment pour que des dizaines de milliers de femmes, vedettes de cinéma en tête, se mobilisent à travers le pays. Et, compte tenu du climat réactionnaire qui prévaut aux Etats-Unis depuis plusieurs années, ce n'est pas un mince résultat.

Il est vrai que cette liberté, ce droit à l'avortement, n'ont été conquis aux Etats-Unis qu'il y a 16 ans. C'est en 1973 en effet qu'un arrêt de la Cour Suprême a fait jurisprudence pour libéraliser l'avortement (pendant les trois premiers mois de la grossesse).

Mais les réactionnaires ne se sont jamais inclinés. Non seulement leur hostilité à la liberté d'avorter ne s'est pas démentie, mais elle a même pris les dimensions d'une véritable campagne – une campagne qui ne recule pas devant les violences physiques, les menaces, les tentatives d'intimidation contre les femmes et le personnel soignant partisans du droit à l'avortement, les incendies et les attentats contre les cliniques qui acceptent de le pratiquer.

Les militants contre l'avortement mènent également leur offensive sur le terrain légal. Déjà, un certain nombre d'Etats ont obtenu par voie de référendum un amendement qui empêche les femmes pauvres, tributaires de l'aide médicale gratuite, d'utiliser cet argent pour éventuellement avorter...

La Cour Suprême doit, le 26 avril, examiner une loi de l'Etat du Missouri qui remet en cause son arrêt de 1973, et elle pourrait revenir à cette occasion, et donc à l'échelle fédérale cette fois, sur le droit acquis par les femmes américaines à l'époque. C'est pour prendre les devants que les associations de planning familial et l'organisation féministe NOW ont organisé la grande manifestation de Washington.

Elles jugent d'autant plus urgent de se mobiliser que l'ambiance réactionnaire entretenue par les Eglises et les milieux bien-pensants est favorisée en fait par le pouvoir. La Cour Suprême, remaniée par Reagan, est composée de juges hostiles au droit à l'avortement libre. Et George Bush à son tour s'est déclaré favorable à une révision de l'arrêt de 1973 dans un sens très restrictif.

Si la Cour Suprême revenait effectivement sur cet arrêt, cela signifierait que chacun des Etats serait de nouveau libre de légiférer pour son compte en la matière. Et on peut être sûr que, dans beaucoup d'entre eux, cela se traduirait par un sérieux retour en arrière, la pression réactionnaire disposant de moyens de s'exercer plus directs à l'échelle d'un Etat qu'à l'échelle fédérale. Un certain nombre d'Etats ont déjà préparé des textes dans ce sens et n'attendent que le feu vert des juges de la Cour Suprême pour se sentir pousser des ailes.

Certes, ce n'est pas encore fait. La totalité de "l'Establishment" ne suit pas forcément les plus conservateurs. Un certain nombre de parlementaires démocrates, dont Jesse Jackson, se sont d'ailleurs montrés en tête du défilé du 9 avril.

Ceci dit, les femmes américaines ne peuvent réellement compter sur aucun politicien. Celles qui se dressent aujourd'hui pour défendre le droit, et les moyens, de la liberté de choix des femmes en matière de maternité, sont bien avisées de compter avant tout sur leur propre mobilisation.

URSS

Répression en Géorgie :

L'OPPRESSION BUREAUCRATIQUE A CONFORTÉ LES NATIONALISMES

C'est avec une véritable sauvagerie que les troupes spéciales russes s'en sont pris aux manifestants géorgiens qui occupaient le parvis de la cathédrale de Tbilissi, cette nuit de samedi à dimanche 8 et 9 avril. Quelque 200 grévistes de la faim, en majorité des femmes, que 10 000 manifestants étaient venus soutenir, pacifiquement et sans armes, ont été agressés à coups de pelles par les forces de police, appuyées par les tanks de l'armée 18 morts officiellement, mais l'opposition géorgienne parle de 100. Les victimes sont en majorité des femmes, il y aurait même une fillette de onze ans. Depuis, tous les dirigeants nationalistes géorgiens sont emprisonnés et les tanks investissent toujours Tbilissi.

La violence de la répression a surpris d'autant plus que ces manifestations nationalistes n'étaient pas les premières en Géorgie, ni les plus massives. Alors, s'agit-il d'une volonté délibérée de Gorbatchev de faire un exemple, pour donner un coup d'arrêt aux mouvements nationalistes qui éclatent du Caucase à la Yakoutie, de la Crimée à la Moldavie et aux pays Baltes , Ou bien plutôt s'agit-il d'une provocation de la fraction conservatrice de l'appareil, voire d'une simple «bavure» policière ? Ce qui penche le plus en faveur de la seconde hypothèse c'est la précipitation avec laquelle Chevardnadzé, ministre de Gorbatchev et Géorgien de surcroît, s'est rendu sur place pour discuter avec les médias, les intellectuels et la population, autrement dit pour tenter de calmer le jeu. Mais il n'empêche que la *Pravda* a lancé une violente attaque contre *«les extrémistes et nationalistes qui cachent leur véritable visage derrière un masque d'engagement à la perestroïka»*.

Gorbatchev, lui, a pour la première fois commenté l'événement, mardi 11 avril, de façon ambiguë en évoquant le caractère *«sacré»* de la liberté d'expression, tout en soulignant qu'*«on ne badine pas avec la question du pouvoir d'Etat»*. Ce qui est une façon de couvrir, pour le moins, ses troupes spéciales. La liberté d'expression, même sous la perestroïka, est peut-être sacrée mais elle a surtout de «sacrées» limites que les nationalistes géorgiens viennent de rencontrer, après les nationalistes arméniens.

Que la tournure sanglante prise par les événements n'arrange pas Gorbatchev et soit un point marqué par les conservateurs, c'est plus que probable. Mais le problème est précisément là. Libéraliser le régime et même prétendre le faire progressivement est une véritable gageure dans ce pays qui connaît depuis 60 ans la dictature policière et bureaucratique... Soulever un tant soit peu le couvercle de l'oppression, c'est prendre le risque que la charge de toutes les rancœurs, toutes les humiliations subies jusque-là en silence, tout ce que l'oppression bureaucratique avait pu contenir et verrouiller comme aspirations sociales ou nationales n'explose brutalement.

Et dans ce pays aux multiples nationalités, des décennies de dictature, d'une bureaucratie principalement grand-russe ont maintenu, renforcé même, les clivages et les antagonismes nationaux qu'on voit réapparaître aujourd'hui au grand jour.

Le Caucase que la révolution avait unifié en une fédération de républiques autonomes voit resurgir les mêmes vieilles haines nationalistes et le même vieux fatras religieux que sous le tsarisme. On mesure tout le chemin en arrière parcouru par l'URSS après des décennies de tutelle bureaucratique.

Cécile BERNIER

Manifestation des nationalistes géorgiens à Tbilissi. (AFP)

POLOGNE

UNE "TABLE RONDE" CARRÉMENT ANTI-OUVRIÈRE

Walesa en compagnie du général Kisczak. (AFP)

Les dirigeants de Solidarité et les représentants du gouvernement Jaruzelski ont donc abouti le 5 avril, après 2 mois de «table ronde», à un accord qualifié d'«historique».

Solidarité, Solidarité rurale et l'Association indépendante des étudiants sont désormais légaux. La formation d'associations diverses et de clubs (mais pas de partis politiques) est autorisée. Les institutions polonaises sont réformées : l'opposition aura droit à 35 % des sièges à la Diète, et un Sénat va être créé sur la base d'élections libres. L'opposition fera donc selon toute vraisemblance son entrée au Parlement lors des élections, prévues pour les 4 et 18 juin.

Solidarité obtient ainsi des satisfactions, même si celles-ci restent limitées. En contrepartie, elle apporte son soutien officiel au «nouvel ordre économique» que souhaite le régime...

Solidarité se met donc au service du gouvernement Jaruzelski, en échange de la légalisation du syndicat et de la possibilité d'intervenir dans le cadre du Parlement. Le régime escompte, quant à lui, voir sa bonne volonté récompensée par l'Occident, en même temps que voir Solidarité peser ouvertement désormais de tout son poids en faveur de la «paix sociale».

La mise en application de l'accord va très vite. Dès le surlendemain (le 7 avril), les modifications à la législation imposées par l'accord du 5 étaient adoptées. Derrière cette hâte, il y a sans aucun doute cette hantise permanente que tous les dirigeants expriment depuis des années, y compris ceux de Solidarité : la crainte de l'explosion sociale que les grèves plus ou moins contrôlées de mai et août derniers ont encore attisée.

Et, de fait, la satisfaction des signataires de l'accord ne semble pas avoir été partagée par les adhérents de Solidarité et les travailleurs en général. Walesa lui-même a déclaré avoir constaté parmi la population *«des signes de sympathie mais aussi de méfiance»*.

Pour la classe ouvrière, une telle méfiance est justifiée. Si le volet «économique et social» de l'accord prévoit une indexation des salaires sur les prix, ce n'est qu'à concurrence de 80 % de l'inflation.

La presse syndicale devrait toujours être soumise à la censure.

Enfin, à propos de la réintégration des 50 000 syndicalistes de Solidarité qui ont perdu leur emploi après le coup d'Etat de Jaruzelski, il n'y a qu'un accord «de principe». Les militants ne pourront être réintégrés que *«dans la mesure des besoins de l'entreprise»*. Les syndicats officiels ne restitueront même pas l'ensemble des biens saisis à Solidarité au moment de la loi martiale etc. Les grèves restent interdites.

Quant aux mesures anti-ouvrières du gouvernement, elles n'ont pas traîné pour se manifester brutalement. Dès le 7 avril, le gouvernement a publié une première liste d'entreprises promises à la liquidation, parce qu'elles auraient consacré trop d'argent à la satisfaction de revendications salariales ; une deuxième liste, plus longue, est prévue. Des dizaines de milliers de travailleurs sont menacés directement dans leur emploi. Et le 9 avril, on annonçait une hausse de 26 % du prix du pain.

Solidarité risque d'avoir bien du mal à servir de tampon dans la guerre sociale que les privilégiés polonais ont déclarée à la classe ouvrière. Et il n'est pas du tout évident que la perspective de se rendre aux urnes pour envoyer des représentants de l'opposition au Parlement soit suffisante pour anesthésier les travailleurs.

Lucienne PLAIN

DE LA MULTIPLICATION DES GRÈVES À LA DÉMULTIPLICATION DE LA FORCE DES TRAVAILLEURS

Si la presse parle surtout de la grève des fonctionnaires en Corse, qui met directement les projecteurs sur le gouvernement Rocard, il y a dans le pays depuis de nombreuses semaines déjà de multiples autres grèves dans des entreprises de quelques centaines, voire quelques dizaines de travailleurs, comme celles dont notre journal se fait l'écho cette semaine à Delachaux (Gennevilliers), à Urge (dans le Nord), aux aciéries Aubert-et-Duval à Ancizes (Puy-de-Dôme), chez les nettoyeurs de TFN employés par la RATP etc.

Ces mouvements montrent des travailleurs combatifs, se lançant dans des grèves de plusieurs jours, voire de plusieurs semaines, la plupart du temps avec les syndicats à leur tête, parfois même en se donnant leur propre direction sous forme de comité de grève. Et l'on peut voir que la plupart du temps, ces travailleurs qui luttent, même s'ils ne réussissent pas à atteindre les objectifs qu'ils s'étaient fixés au départ en matière d'augmentation des salaires, parviennent quand même à arracher quelque chose à leurs patrons. La plupart du temps ils ne font pas grève pour rien. Et c'est un encouragement pour tous les travailleurs.

Certes cela tourne généralement autour de 3 % ou 4 %, et c'est loin de ce qui serait nécessaire pour remettre les salaires à niveau depuis qu'ils subissent le blocage. Mais les sommes lâchées par les patrons confrontés à ces mouvements tournent autour du taux d'inflation prévu pour cette année.

Même si c'est peu au regard des besoins, cela représente tout de même un freinage de l'exploitation et de l'abaissement du niveau de vie. Et sans lutte, sans détermination, cela aurait été pire pour les travailleurs en question, comme cela le reste dans les entreprises où il n'y a pas de mouvement, où les patrons ne desserrent pas, spontanément l'étau du blocage des salaires.

Oui la lutte paye. Certes elle payerait beaucoup plus si au lieu de se dérouler par entreprise, elle se généralisait à tous les travailleurs. Mais pour passer à ce stade, cela supposerait que la classe ouvrière ait des organisations à la hauteur, c'est-à-dire d'abord qui le veuillent vraiment, et ensuite qui aient le crédit nécessaire pour traduire leur volonté en acte. Ce n'est le cas ni en ce qui concerne la volonté, ni en ce qui concerne le crédit.

Reste alors à faire en sorte que ce soit les travailleurs du rang eux-mêmes qui se donnent les moyens de passer à un autre stade de la lutte et puissent remporter des succès à un autre niveau. Cela implique de chercher à partir d'une usine, d'une grève, à tisser des liens directement avec les travailleurs des autres entreprises et à poser les jalons d'une autre organisation de la classe ouvrière. Ce qu'on ne peut attendre des directions des organisations qui se sont compromises dans des années et des années de collaboration avec les patrons et les différents gouvernements peut venir de la classe ouvrière elle-même. C'est en tout cas indispensable à la défense de ses intérêts. Et la combativité dont fait preuve aujourd'hui une fraction des travailleurs laisse espérer que d'une grève à l'autre, le mouvement puisse à un moment ou l'autre enfin se généraliser. Surtout s'il se trouve de plus en plus nombreux, des militants du rang, des travailleurs conscients, pour mettre à profit toutes les opportunités qui peuvent y conduire.

Thomson-tubes électroniques (Vélizy-78)

UN RECUL DE LA DIRECTION

Après plus de trois semaines de grève contre la dernière vague de licenciements organisée par la Thomson, ouvriers et techniciens de l'usine de Vélizy ont décidé de reprendre le travail jeudi 13 avril.

Certains de ces licenciements, particulièrement choquants puisque la direction mettait à la porte des travailleurs ayant des problèmes familiaux et qu'elle réglait ses comptes avec d'autres, avaient provoqué la colère. De même l'indemnité de départ fixée à 30 000 F – ce qui faisait qu'un licencié ayant un bas salaire touchait environ 50 000 F tout compris – était la plus basse jamais accordée par le groupe depuis cinq ans que se succèdent les plans de licenciements.

Trois semaines de grève ont fait reculer la direction, qui a lâché du lest. Elle s'engage à trouver des solutions pour les 27 personnes qui voulaient rester, soit par des permutations avec des volontaires au départ, soit par des propositions individuelles. Ensuite, elle double le plancher de l'indemnité de licenciement, la portant à 60 000 F. Et enfin, cinq jours de grève sur 15 seront payés (dont le lundi de Pâques... jour férié !). Cela dit, il risque d'être difficile de décompter les grévistes, vu l'ambiance qui régnait et les chefs qui n'osaient plus se montrer !

Le premier point obtenu correspond à la volonté des grévistes qui, après une dizaine de jours, avaient redéfini et limité leurs revendications. Le second point ne les satisfait pas vraiment, puisque 150 000 F étaient réclamés pour les licenciés, mais il est vrai que, la grève ne s'étant pas étendue, il semblait difficile d'obtenir plus : personne ne travaillait dans le centre et chacun voyait la grève d'un œil favorable, mais le nombre de participants aux assemblées générales quotidiennes ou aux cortèges a stationné autour de 250 ; de plus, les grévistes ne se sont pas donné les moyens d'essayer d'étendre le mouvement aux autres Thomson.

Les syndicats non plus ne poussaient pas à l'extension du mouvement. La CFDT appelait ouvertement à la reprise depuis déjà plus d'une semaine ; la CGT ne mettait en avant aucun objectif susceptible de renforcer la grève.

Dans ces conditions, chacun était bien conscient qu'on ne pouvait faire reculer plus la Thomson, et c'est à une forte majorité que la reprise a été votée en assemblée générale des grévistes.

Il n'y a pas d'amertume, bien au contraire. Il y a la satisfaction d'avoir réagi tous ensemble face à l'arrogance de la direction et remis les chefs à leur place ; d'avoir relevé la tête après des années de résignation, défini collectivement et démocratiquement nos revendications en assemblées générales et décidé nous-mêmes de la poursuite ou de la fin de notre mouvement.

Tout ce que nous avons fait et obtenu au cours de cette grève – et pas seulement sur le plan matériel – est acquis pour l'avenir, pour nous et aussi pour tous les travailleurs de Thomson.

Depuis cinq ans que Thomson licencie, pour la première fois elle a dû affronter une vraie grève, qui a marqué la limite au-dessous de laquelle nous n'acceptons plus de descendre et peut marquer le début du changement des rapports de force entre la direction et les travailleurs à l'échelle du groupe.

Correspondant LO

(LO)

Delachaux (Gennevilliers)

LE PATRON CRAQUE SUR 200 F !

(LO)

La grève à l'usine Delachaux, à Gennevilliers, a pris fin le mercredi 12 avril. En début de quatrième semaine de grève, le patron a reculé et accordé 200 F d'augmentation mensuelle pour tous, et une prime de 500 F pour le mois d'avril. Par rapport à la revendication des 1 000 F, ça ne fait pas le compte, mais c'est une victoire néanmoins sur ce petit patron, style shérif du RPR et du CNPF local qui se flattait dans les milieux patronaux à la fois d'avoir une main de fer et d'y faire manger les syndicats (CGT compris), et qui tout le long de la grève avait juré ses grands dieux qu'il n'avait pas un radis et ne céderait rien...

En fait, l'entreprise Delachaux n'avait pas vu une telle grève depuis 1968. Une grève massive puisque la presque totalité des 250 ouvrières et ouvriers en étaient. Une grève déterminée et solidaire, où les assemblées générales quotidiennes, rassemblant chaque fois au moins 100 personnes, ainsi que le comité de grève bénéficiant du soutien de la CGT, ont mené la lutte avec des idées et de l'allant.

Ce n'était pas facile, ni gagné d'avance, dans une petite entreprise comme celle-là, d'obtenir une augmentation de salaire. Si les grévistes étaient restés enfermés, en tête-à-tête avec leur patron, ils n'auraient probablement pas eu beaucoup de chances de l'emporter. Mais ils ont fait connaître leur grève, tant aux journalistes qu'aux travailleurs d'autres entreprises proches. Et s'il y a quelque chose qui a gêné Delachaux, c'est la mauvaise publicité qui lui a été faite. Il faut dire que ce patron ne semble pas très apprécié, même par les siens, puisque l'hebdomadaire *l'Usine Nouvelle* lui réservait la semaine dernière l'écho (perfide) suivant :

«DROLE DE GREVE

François Delachaux, PDG de l'entreprise Delachaux, et membre du conseil exécutif au CNPF, essuie dans son usine de Gennevilliers (350 salariés) une grève dont la revendication est «1000 F pour tous». Et ce, trois semaines après avoir signé un accord salarial avec trois syndicats dont (fait rare) la CGT ! Amorce d'explication : le leader officieux du mouvement, sans étiquette syndicale, est entré dans l'entreprise depuis... un mois et demi».

L'Union locale CGT a épaulé les grévistes et le comité de grève. La CGT a permis que des délégations importantes de grévistes soient accueillies – et invitées à déjeuner ! – à la SNECMA-Gennevilliers et à la General-Motors. Cela a été l'occasion de contacts et discussions chaleureuses, de collectes de solidarité aussi. Les grévistes, par ailleurs, sont allés à plusieurs reprises à la porte de petites entreprises proches, en particulier Aubert-et-Duval, où ils ont appris que des travailleurs discutaient, eux aussi, de grève pour les 1 000 F, d'autant plus que l'entreprise «sœur» du Puy-de-Dôme, plus grande, est actuellement en grève pour cette même revendication. A Delachaux, la veille de la reprise, deux fortes délégations de travailleurs et syndicalistes – pas seulement cégétistes cette fois – sont venues apporter leur salut et leur encouragement aux grévistes de Delachaux et leur dire que si la reprise sur 200 F laissait certains amers, cela se comprenait, mais que ce n'était pas négatif non plus ; qu'à Chausson comme à la SNECMA, des grèves encore plus longues menées l'an dernier avaient encore moins rapporté que celle-là ; que c'était néanmoins avec de tels conflits que la classe ouvrière reprenait force et courage, et qu'il fallait continuer à marquer des points, garder des contacts et que c'était tous unis, tous solidaires que les travailleurs pourraient vraiment et bientôt l'emporter.

Depuis le début, tous les grévistes n'avaient pas la même détermination. Et quand Delachaux a craqué sur 200 F, les grévistes les plus tièdes ont fait basculer les autres. Une majorité de grévistes aurait souhaité continuer et tenter le coup d'obtenir davantage du patron, mais elle n'était pas vraiment prête à continuer seule et à un plus petit nombre. Le sentiment qu'il fallait rester tous ensemble, pour la reprise comme auparavant pour la grève, l'a emporté.

Cela dit, le sentiment dominant est que rien ne sera plus comme avant chez Delachaux. La combativité a repris ses droits. Il est certain que les directeurs et le patron y regarderont à deux fois avant de tenter des mauvais coups.

Et même si les 200 F obtenus ne sont pas les 1 000 F revendiqués, la grève a apporté une amélioration sensible des salaires, alors que des années et des années de négociations patron-délégués les avaient vu perdre régulièrement du terrain.

Alors, vive la grève ! Et vive les grévistes !

(LO)

Renault-Flins

AU FERRAGE, TROIS JOURS DE GRÈVE POUR LES SALAIRES

Chez Renault, le 7 de chaque mois, c'est la paye... Et la distribution des feuilles de paye, toujours aussi maigres, passe de plus en plus mal. A tel point que celle du vendredi 7 avril a été le point de départ d'une grève de tout un secteur de l'usine de Flins, le Ferrage, pour les salaires : une grève qui a duré trois jours et n'a pris fin que le 11 avril.

Le Ferrage, c'est le secteur où l'on assemble les carrosseries des voitures. Il emploie dans chacune des deux équipes environ 130 ouvriers, soit 260 au total, parmi lesquels la grève a été pratiquement unanime.

LA PAYE, ÇA NE PASSE PAS...

Quelques jours auparavant, la direction avait annoncé les augmentations à venir, c'est-à-dire surtout le versement de primes «d'intéressement» censées remplacer les augmentations de salaire. Mais la paye du 7 avril n'en était pas plus grosse pour autant. Et le mécontentement, perceptible dès le 6 au soir – l'équipe d'après-midi ayant reçu sa feuille de paye à ce moment – a éclaté le lendemain matin, dans l'autre équipe, lorsque à l'initiative de quelques délégués du secteur un mot d'ordre de débrayage a circulé. A 9 h du matin, pratiquement comme un seul homme, tout le Ferrage s'est arrêté.

On a commencé par parler de la prime d'intéressement attendue et qui n'était pas sur la paye, son versement n'étant prévu de toute façon que le 25 avril. Dans la matinée, le chef de département, constatant que la production de toute l'usine était en passe d'être bloquée par l'arrêt de ceux du Ferrage, se décida rapidement à faire des propositions : *«Si c'est la prime du 25 que vous voulez, je vous l'avance, vous avez les chèques tout de suite»*. Mais déjà, cela ne satisfaisait plus personne. Le délégué venu proposer cette transaction fut renvoyé : *«Ce n'est pas ça le problème. Le problème, c'est la paye !»*

La grève continua donc toute la matinée, en attente de l'arrivée de l'équipe d'après-midi à 14 h. Et celle-ci tout naturellement se mit à son tour dans la grève.

250 ouvriers qui se croisent les bras, même si ce n'est qu'une minorité dans une usine qui emploie un peu plus de 10 000 personnes, cela se sent vite. Le ralentissement des chaînes fut rapidement sensible, d'abord en Peinture, le secteur qui suit immédiatement le Ferrage. Dans la journée, les autres secteurs de chaîne, la Mécanique puis la Sellerie, ne virent plus passer que de rares voitures. La direction, qui avait prévu de faire travailler une partie de l'usine le samedi, dut tout annuler en catastrophe, histoire de garder quelques carcasses de voitures en réserve pour pouvoir tenter de redémarrer l'usine le lundi matin.

LE PROBLÈME : LES SALAIRES

Mais lundi 10 avril justement, l'équipe du matin du Ferrage revint toujours aussi déterminée. La grève fut votée par acclamation. L'objectif aussi fut clairement formulé : les salaires ! La revendication d'une augmentation de 1500 F pour tous – revendication commune aux syndicats CGT et CFDT de Flins – proposée par un délégué, fut approuvée. Les ouvriers du Ferrage, qui avaient sans doute été surpris eux-mêmes le vendredi précédent de se retrouver si nombreux en grève, avaient mûri leur décision.

Mais pour la plupart d'entre eux, il était évident que le problème du salaire n'était pas particulier au Ferrage et concernait au minimum toute l'usine. Les autres secteurs de celle-ci avaient été avertis de la grève le vendredi par la simple constatation du ralentissement des cadences sur les chaînes, puis le lundi matin par les tracts syndicaux. La CFDT appelait à *«décider la grève»*, et le tract de la CGT déclarait : *«Agissons, débrayons pour nos salaires, nos classifications...»*. Mais le problème, pour les travailleurs du Ferrage, c'était d'aller voir directement les autres secteurs.

TENTER D'ÉLARGIR LA GRÈVE

La première visite à un secteur voisin, les «Ouvrants», fut encourageante. Une quinzaine d'ouvriers se déclarèrent en grève à leur tour. Mais ailleurs, sur les chaînes de montage, s'il y eut des discussions, l'accueil fut plus indifférent. Il était évident que ces secteurs, regroupant la majorité des ouvriers de l'usine, tout en partageant les revendications de salaire de ceux du Ferrage, n'étaient pas prêts à se lancer dans une grève.

Dans la matinée, une délégation d'ouvriers du Ferrage rencontra le chef d'atelier. Mais celui-ci n'avait rien à dire, sinon qu'il n'était pas compétent sur la question des salaires à la Régie. Ses efforts s'employaient plutôt à tenter coûte que coûte de faire sortir des voitures. Des chefs venus d'un peu partout étaient mis sur la chaîne pour le faire... à grand-peine et sous les quolibets : *«Ça va, c'est pas trop dur ?»*, leur demandaient les gars du Ferrage, les mains dans les poches. Mais la cadence restait bien faible... Alors, la direction tenta de faire venir une équipe d'ouvriers polyvalents, qu'elle a créée ces dernières années pour faire face aux imprévus et qu'elle envoie là où il y a des problèmes de production dans les usines, que ce soit en Yougoslavie, en Argentine, en Espagne ou... à Flins-sur-Seine ! L'accueil reçu de la part des ouvriers du Ferrage les dissuada rapidement d'insister !

Mais le problème essentiel restait l'isolement de la grève. L'équipe d'après-midi du Ferrage eut bien à cœur de faire grève elle aussi la journée du lundi, comme l'avait fait celle du matin. Mais ailleurs le climat n'y était pas. On vit bien, en Sellerie, 35 travailleurs débrayer et parcourir les chaînes, mais c'était encore bien peu. L'ambiance resta la même mardi 11 avril, si l'on excepte un petit débrayage d'une trentaine d'ouvriers qui eut lieu en Mécanique.

LA REPRISE

Les ouvriers du Ferrage ne s'en sentaient pas de continuer la grève en restant seuls. Ils décidèrent donc la reprise. Elle eut lieu le 11 avril dans l'équipe d'après-midi et le lendemain 12 avril dans celle du matin. La direction, pas vraiment contente d'avoir perdu une production de près de 3 000 voitures, avait eu chaud. Tandis que, du côté des gars du Ferrage, il y a sans doute un peu d'amertume pour n'avoir pas réussi à entraîner le reste de l'usine, mais aussi, pour les plus conscients d'entre eux, l'idée bien ancrée qu'on n'en restera pas là.

Correspondant LO

Aubert-et-Duval
Les Ancizes (Puy-de-Dôme)

ACIÉRIES EN GRÈVES : «1000 F POUR TOUS»

Alors que les conducteurs de bus clermontois en sont à leur deuxième mois de lutte pour 1200 F de plus par mois, ce sont les ouvriers des aciéries des Ancizes qui, eux, font grève complète depuis le 28 mars pour avoir 750 F de plus sur leur salaire mensuel, la direction venant d'accorder seulement 250 F.

DES SALAIRES TRÈS INSUFFISANTS

Samedi 8 avril, plusieurs centaines d'ouvriers ont défilé dans les rues de Clermont-Ferrand. Ils étaient venus en car et en voitures pour faire connaître leur grève, leurs conditions de travail et de salaire.

Située dans les Combrailles, à mi-distance de Montluçon et de Clermont-Ferrand, l'usine d'aciérie emploie 1700 personnes, dont 1200 ouvriers qui habitent, dans de toutes petites communes aux alentours, une région pauvre qui dépend donc entièrement de cette mono-industrie.

De l'aveu même des patrons, les familles Aubert et Duval, l'usine se porte bien. La production d'aciers spéciaux étant largement assurée par de fortes commandes pour Airbus, Ariane ou Peugeot, ou encore l'industrie pétrolière ou nucléaire. L'embauche est très faible, l'emploi de jeunes sous contrat et d'intérimaires en sous-traitance étant bien plus «intéressante» pour les profits.

Au cours de la manifestation du 8 avril à Clermont-Ferrand, des ouvriers montraient aux passants leur feuille de paie. Au bout de vingt-cinq, et même trente ans d'usine, un mouleur ou un pontier touche à peine 5 000 F net ! D'après la CGT, si 150 ouvriers touchent 7 000 F, une très forte majorité, plus de mille, a une paie qui atteint tout juste 5 000 F net mensuels.

UN MÉCONTENTEMENT PROFOND

C'est pourquoi les revendications ont porté essentiellement sur les salaires. Début mars, la direction a fait connaître ses projets de réorganisation des horaires : faire venir les ouvrières la nuit, malgré l'aspect juridique illégal, et imposer à un plus grand nombre le travail en continu, donc les 3 × 8. A l'initiative de la CGT, très fortement majoritaire dans l'usine, une pétition a circulé pour exprimer le refus des projets patronaux et pour revendiquer 1 000 F d'augmentation mensuelle. La direction lâchait alors un peu de lest, en renonçant provisoirement à la réorganisation des horaires et en accordant 250 F en plus sur les salaires, à partir du 1er avril... tout en réclamant une augmentation des cadences et en faisant sauter une journée de salaire, celle du lundi de Pâques, pourtant officiellement fériée.

UNE GRÈVE BIEN SUIVIE

Alors, la colère a éclaté. Les ouvriers ont décidé la grève complète, à partir du 28 mars. Et, à l'appel de la CGT, ils ont arrêté totalement la production et mis en place des piquets de grève. Plus de mille ouvriers ont cessé le travail , avec d'ailleurs une partie de la maîtrise. Ne sont restés dans les ateliers que des cadres, des techniciens pour assurer la maintenance des fours et de la sécurité, des jeunes sous contrat. Deux manifestations et un meeting ont eu lieu dans les communes proches de l'usine, à Saint-Georges-de-Mons et aux Ancizes. Une collecte faite auprès des non-grévistes a rapporté 11 000 francs, utilisés pour les frais de transports des manifestants à Clermont-Ferrand.

Il a fallu attendre quinze jours de grève et la paralysie de la production pour que la direction, le 10 avril, accepte de négocier. La CGT a proposé une augmentation dégressive : 750 F pour les salaires inférieurs à 6 000 F et en baisse par tranches. Mais le rendez-vous a été décevant. La direction ne veut donner en plus que deux fois 0,75% : au 1er octobre, et au 1er décembre !

Les grévistes ont alors considéré qu'on se moquait d'eux, et à l'heure où nous écrivons, ils semblent décidés à mener une lutte comme on n'en avait pas vu depuis 16 ans.

Correspondant local

SMM
Basse-Hams (Moselle)

VICTOIRES DES INTÉRIMAIRES

Comme l'avaient fait ceux de Citroën-Aulnay, les intérimaires de la Société Mosellane de Mécanique se sont organisés pour exiger le respect de leurs droits. Dans cette entreprise de 630 salariés, fabriquant des pièces pour automobiles (carters, pistons, pompes à huile, etc.), les intérimaires, qui sont environ 80, ont commencé dès le début février à faire le calcul des primes qui leur manquaient. Après avoir contacté l'inspecteur du travail, qui leur donnait raison, ils ont fait circuler une pétition.

Ce petit vent d'agitation, créé par les intérimaires qui parcouraient les trois ateliers de l'usine, a fait discuter salaires et a suscité la curiosité et la sympathie des travailleurs en fixe, dont certains attendaient avec impatience de savoir quelle en serait l'issue...

Quant aux chefs des agences de travail temporaire, ils ont évidemment, au départ, fait la sourde oreille. Ils ont nié catégoriquement toute irrégularité chaque fois que des intérimaires allaient individuellement leur poser la question, en venant chercher leur paye ou en téléphonant, disant : *«On a entendu dire que...»*. Mais lorsque les intérimaires les plus déterminés ont débarqué à une quinzaine dans les agences, accompagnés de l'inspecteur du travail, ces mêmes responsables n'en croyaient pas leurs yeux. Ils n'avaient certainement jamais reçu autant de monde dans leur petit bureau, surtout pour exiger des comptes bien embarrassants... Aussitôt le ton commençait à changer. Le café était servi à tous. Le responsable de chez Adia et, un peu plus tard, celui de chez Ecco affirmaient que la régularisation serait faite et que la SMM avait pris ses dispositions. Le tout fut confirmé peu après par écrit.

Et dès le mois de mars, les intérimaires ont reçu leurs indemnités de transport, la prime de vacances et l'allocation de fin d'année pour 1988, soit des chèques allant de 2 000 F à plus de 10 000 F.

Ce n'était que leur dû, mais il avait fallu s'organiser pour l'obtenir. Une leçon que les intérimaires de la SMM, dont une partie est maintenant embauchée en fixe, ne sont pas près d'oublier...

LA COMPÉTITIVITÉ À BON DOS

Selon une étude du ministère de l'Industrie, les industries étrangères implantées en France seraient celles qui font preuve du plus de dynamisme en matière d'exportation et d'investissement.

La part des sociétés contrôlées à plus de 20% par l'étranger a progressé en 13 ans, passant de 6,7% à 10,8% en 1986, employant désormais 21,4% des effectifs contre 18,1%. Au niveau des investissements en France, elles représentent 25,2% contre 23,8% treize ans plus tôt. Et les entreprises à participation majoritaire représentent 80% des entreprises à participation étrangère. La part de leurs exportations est de 31%, contre 26% pour les firmes françaises.

Quant aux salaires, ils y sont supérieurs de 10% environ.

Et pourtant il faut, nous dit-on, accepter le blocage des salaires pour être «compétitifs». C'est ce qu'on nous laisse entendre sur tous les tons. Comme si l'industrie allemande par exemple - dont la compétitivité se remarque, ne serait-ce que sur les routes d'Europe, par la quantité toujours croissante de ses automobiles - n'allait pas de pair avec des salaires supérieurs à ceux de l'industrie française.

Accepter les bas salaires ne rendrait certes pas la production française plus compétitive : cela ne ferait qu'enrichir un peu plus les patrons français qui s'empresseraient de spéculer encore plus, plutôt que d'investir leurs bénéfices supplémentaires !

LES NETTOYEURS ONT FAIT RECULER TFN ET LA RATP

La grève des nettoyeurs de la TFN, une entreprise sous-traitante de la RATP, s'est terminée le 6 avril.

Cette grève avait commencé le 1er mars contre le licenciement de 13 travailleurs (sur un effectif de 61),licenciement opéré lors du passage de leur ancien employeur, GBN, à leur nouveau, TFN. Il faut dire que la convention collective du nettoyage permet à une entreprise de licencier 20% de son personnel lorsqu'elle cède un marché à une autre entreprise. Cette opération facilite aux patrons du nettoyage les licenciements de personnel.

Le personnel de la TFN travaillant sur 17 chantiers de la RATP a refusé cette nouvelle réduction de personnel venant après une opération du même genre en juin 1987 quand ces nettoyeurs étaient encore 95.

Pendant 2 semaines la RATP a fait la sourde oreille, prétextant que ce conflit ne la regardait pas. Pourtant, c'est la RATP qui paye. Le contrat avec TFN était de 720 millions de centimes pour seize mois, en augmentation de 18% par rapport au contrat avec l'entreprise précédente, GBN.

Après de nombreuses péripéties, la direction de la RATP a lâché 28,8 millions de centimes pour 15 mois.

Malgré cela la TFN a attendu le 29 mars pour négocier, acceptant d'embaucher les 13 licenciés en contrat à durée déterminée de 3 mois avec un arbitre payé par la RATP qui décidera du nombre d'embauches d'ici fin juin ; la TFN gardant de toute façon la possibilité de dénoncer le contrat si la décision de l'arbitre ne lui plaît pas.

Les travailleurs de TFN ont fait reculer un patron de combat de 4200 nettoyeurs, sur 13 licenciements et 29 mutations d'office. De plus, un nettoyeur est embauché définitivement. Alors, le 6 avril, lorsque les travailleurs ont repris le travail, c'était avec un sentiment de victoire.

Correspondant LC

On nous écrit

■ DES SALAIRES AUSSI BAS, FAUT PAS CHARVET !

«Chez Jacques Charvet, entreprise familiale de Voiron (Isère), nous sommes trente ouvriers et cinq employés qui fabriquons des éléments de cuisson pour cuisines professionnelles haut de gamme. (La Rolls de la cuisine professionnelle selon le *Times* de Londres !) Mais nos salaires ne nous laissent espérer que l'achat de cuisinières de série à crédit.

La majorité des ouvriers fabriquent des commandes de A à Z. Pour ce travail hautement qualifié, les salaires s'étalent du SMIC à 40 F de l'heure pour les plus anciens. Ayant eu connaissance des tarifs de vente des produits Charvet, nous en avons conclu que «Jacques» devait bien se remplir les poches sur notre dos !

Au mois de mars, nous avons perçu une augmentation globale de 3 % environ (de 0,4 à 10 %). L'aumône de «Jacques» nous a remplis d'écœurement. Et la grève illimitée a été votée le lundi 20 mars par vingt ouvriers. Notre cahier de revendications comportait 1000 F net d'augmentation pour tous, le 13e mois et nous avons élu quatre représentants des grévistes, sans syndicat.

Le mardi après-midi, il y eut une première négociation, où les propositions du patron furent rejetées. Mercredi après-midi, Jacques Charvet demandait à renégocier. Il proposait 4 F de l'heure pour tous, soit plus de 12,5 % pour les plus bas salaires, et plus de 500 F pour tous, après 21 heures de grève.

Nous avons voté, à main levée : 12 pour la reprise et 8 pour continuer. Nous avons repris tous ensemble... motivés pour la prochaine lutte. A suivre !»

Un sympathisant – Voiron

■ DANS LA VALLÉE DE LA LYS, LE MÉCONTENTEMENT DÉBORDE

Les Ets URGE SA emploient 437 personnes dont plus de 200 à Wervicq (Nord), un peu moins de 100 à Comines (Nord) et le reste sur Paris.

En 1989, si on ne revendique pas, on sera en dessous du SMIC : l'accord national ne prévoit qu'une augmentation de 1% en avril et 1% en septembre, mais uniquement sur les minimums. Nous, avec nos 6 000 F brut en moyenne, on serait au-dessus de ce minimum, donc on ne serait même pas augmentés cette année. Comme les années précédentes et depuis 1981, nous perdons chaque année quelques pour-cent de notre pouvoir d'achat. Nous en sommes à 18% de moins et d'année en année le mécontentement s'accroît parmi les plus mal payés.

Entre deux réunions sur les négociations salariales, l'idée de lutter a commencé à se faire jour, lorsque pendant les heures de pause tous les travailleurs ont exprimé leur ras-le-bol des salaires de misère dans le textile. A Wervicq, l'idée a été lancée par des délégués d'un arrêt de travail d'une heure pendant les négociations du 17 mars, avec occupation de la salle par les manifestants. Le 17 mars, une heure de grève a été lancée par Wervicq et Comines. Les délégués syndicaux CFDT et CGT lancent l'idée d'au moins 1 000 F par mois pour rattraper la perte de salaire subie depuis 1981.

Jeudi soir 31 mars, les travailleurs ont décidé de passer à l'action. Ceux de Comines ayant déjà mené plusieurs grèves dures (victorieuses contre des licenciements) commencent à avoir de l'assurance. Cette fois-ci, presque tout le personnel ouvrier et quelques employés sont restés dehors pour bloquer les entrées et sorties de camions de marchandises (une livraison importante devait être faite).

On était bien décidés et heureusement car au niveau des directions syndicales, nous n'avons pas été aidés : la CFTC a fait barrage par l'intermédiaire de ses élus de l'usine de Wervicq, les militants de l'UD-CFDT ne venaient pas, ceux de la CGT venaient mais c'était pour nous dire qu'on était fous de nous lancer dans une bagarre comme ça.

Mercredi 5 avril la direction reculait et proposait 250 F net tout de suite et 250 F à discuter en fin d'année. Certains délégués proposaient après ce petit recul de la direction de reprendre le travail. A Comines, les travailleurs voulaient plus : pas question de reprendre si on n'est pas aussi payé des jours de grève. Voyant notre détermination, la direction accordait le vendredi matin le paiement de la semaine de grève plus une prime de 1 250 F net tout de suite pour ceux de Comines, et pour tous 230 F net par mois de suite et 250 F négociables en février.

Dans la vallée de la Lys, patrons et cadres n'en reviennent pas. Le paiement des jours de grève, des augmentations égales pour tous et non en pourcentage, ils n'ont jamais vu ça.

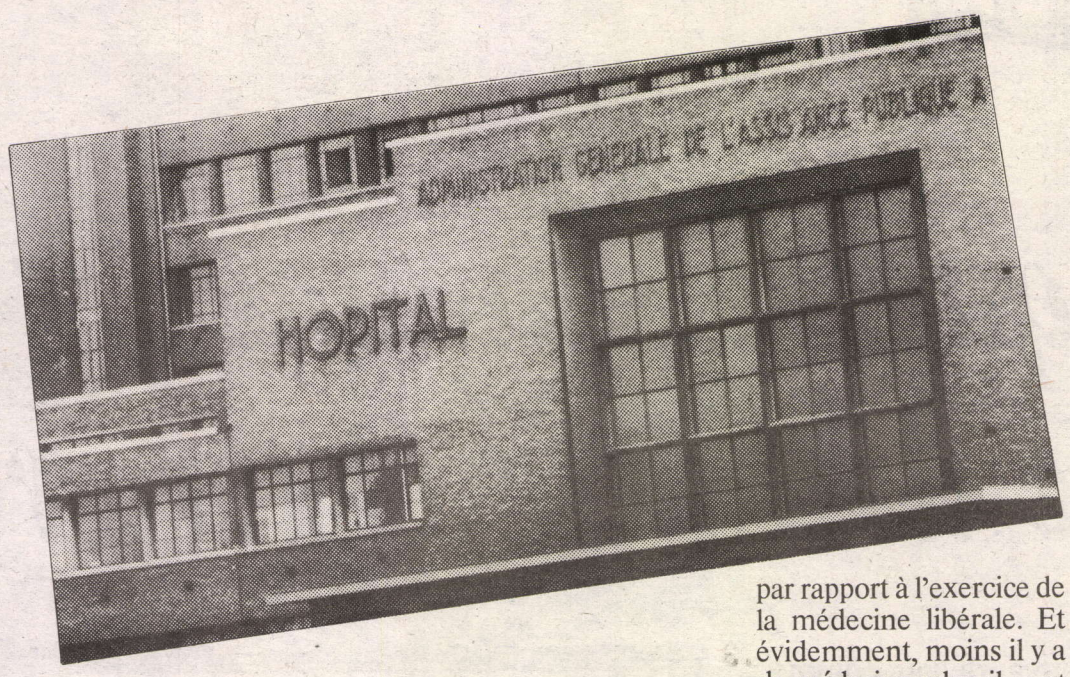
C'est la grève déterminée de Comines qui a fait reculer la direction et on pourrait peut-être bien s'y mettre à Wervicq, ainsi qu'à Paris, pour la prime, c'est le moment de profiter de ce recul patronal de la vallée de la Lys.

On a même appris qu'à Peaudouce, la direction avait donné une augmentation avant même que les travailleurs parlent de la grève. Et chez Décofrance et aux papeteries Dalle-Lecomte les travailleurs se sont mis en grève pour les mêmes revendications.

Alors les patrons commencent à nous craindre, et ils ont bien raison.

Des travailleurs en lutte.
Le 11.4.89.

ÇA URGE AUX URGENCES



Un rapport du Conseil Economique et Social sur les services d'urgence dans les hôpitaux fait état de problèmes sérieux qui ont tendance à s'aggraver.

Le nombre de personnes qui passent chaque année par ces services est impressionnant : 6 millions, dont 10% (soit 600 000) sont des "urgences extrêmes" et 60 à 70% des personnes dont l'état ne nécessite pas l'hospitalisation mais simplement quelques soins et du réconfort. Les personnes âgées et seules sont nombreuses à se présenter et les plus démunis, qui font moins souvent appel aux consultations médicales, se présentent en revanche plus fréquemment aux urgences.

Si bien que les services d'urgence ont à la fois à traiter des cas graves nécessitant réanimation ou intervention chirurgicale, à effectuer des soins moins importants et même à suppléer de multiples carences de la société qui font que bien des personnes, en particulier âgées, se retrouvent seules et dans le dénuement.

C'est dire combien l'importance de ces services est grande pour la vie de millions de gens.

Le rapport du Conseil Economique et Social souligne pourtant que les moyens mis à la disposition de ces services sont notoirement insuffisants en équipement et en personnel.

Entre 7 et 13% des hôpitaux ne possèdent même pas de locaux particuliers pour les urgences et un service d'urgence sur deux n'a pas d'installation radiologique dans le service. Sans compter l'exiguïté des locaux, quand ils existent, leur inconfort, le manque d'insonorisation, etc., dont se plaignent les malades.

Mais il y a aussi un grave manque de personnel, y compris pour traiter rapidement et efficacement les 10% de cas très graves. Il manque des médecins et des chirurgiens – bien peu acceptent les astreintes de ce type de service et plus généralement le montant de la paye liée à l'exercice de la médecine dans les hôpitaux publics par rapport à l'exercice de la médecine libérale. Et évidemment, moins il y a de médecins, plus ils ont de gardes à assurer, et moins il y a de volontaires pour ces services.

Il manque aussi tout un personnel médical et paramédical pour accueillir, soigner et rassurer les cas moins graves et les personnes en détresse.

Bref, la situation des services d'urgence est une illustration particulièrement frappante du scandale des économies réalisées dans le domaine de la santé.

Avant ce rapport les manifestations des infirmières et du personnel de Santé, à l'automne dernier, ont attiré l'attention, entre autres, sur le problème du manque de personnel.

Il est évident que le budget des hôpitaux publics devrait bénéficier de la priorité et être à même de subvenir correctement aux besoins en installations, en équipements, comme aux besoins en personnel – quitte d'ailleurs à faire obligation aux médecins qui se consacrent entièrement à leur clientèle privée d'effectuer des tours de garde dans les hôpitaux publics.

Malheureusement, il y a loin de la dénonciation des carences dans un rapport, à la volonté politique du gouvernement d'y remédier. Comment attendre de ce gouvernement au service des riches, et qui contribue à l'appauvrissement de la population laborieuse, qu'il donne la priorité aux besoins de la population, et en particulier de la population modeste, qui n'a pas les moyens de se faire soigner ailleurs que dans les hôpitaux publics ?

Dominique CHABLIS

À L'EST COMME À L'OUEST, ILS SE JOUENT DE NOTRE SÉCURITÉ

42 marins ont péri vendredi 7 mars, suite à l'accident qui a coulé un sous-marin soviétique au large des côtes norvégiennes. Et, à nouveau, on a craint une contamination, radioactive cette fois, des eaux de l'océan, susceptible de faire encore d'autres victimes.

Pour l'instant les prélèvement effectués se sont révélés négatifs et les autorités affirment évidemment qu'il n'y a pas de risques. Mais dans quelques mois ou dans quelques années en sera-t-il de même ? En tout cas une nouvelle source de pollution se trouve au fond de l'océan, ce fond qui est déjà jonché de détritus plus dangereux les uns que les autres : caissons de déchets toxiques, engins nucléaires, ou ce conteneur de lindane toujours pas récupéré, et autres objets plus ou moins identifiés...

Bref, les océans sont devenus une vraie poubelle et, indépendamment des marées noires, qui sont désormais classiques (et de plus en plus catastrophiques), les risques qu'un jour ou l'autre on se retrouve face à une situation catastrophique d'un nouveau type se multiplient pratiquement chaque semaine !

Cette fois c'est un sous-marin soviétique qui est en cause. Et certains commentateurs occidentaux, soulagés sans doute que les catastrophes n'arrivent pas qu'à l'Ouest, en ont profité pour mettre en cause la maîtrise technique de l'URSS et souligner l'incapacité de la bureaucratie à dominer les problèmes de sécurité.

C'est un sous-marin nucléaire du même type qui a coulé le 7 avril dernier. (AFP)

Certes, l'industrie soviétique n'est pas plus fiable que l'industrie occidentale. Et du point de vue de la sécurité des populations, la gabegie bureaucratique vaut bien la course aux profits de la bourgeoisie. De toute façon, le mépris complet des intérêts des populations règne sans partage parmi les privilégiés et les dirigeants des deux blocs !

Et tant que la population elle-même n'imposera pas le respect de sa sécurité et la préservation de la sécurité des générations futures, l'humanité restera à la merci des décideurs irresponsables d'un système fou.

D.C.

Les licenciements dits «économiques»

Le ministre du Travail, Soisson, engage une nouvelle discussion avec les syndicats sur la procédure de licenciement. Le gouvernement précédent, celui de Chirac avait accordé aux patrons la suppression de l'autorisation administrative préalable. Avec le vote de Soisson d'ailleurs.

Avant, les inspecteurs du travail acceptaient de toute façon la quasi-totalité des demandes. Mais la suppression de l'autorisation a permis aux patrons de raccourcir les délais et de licencier plus vite.

Soisson ne veut pas revenir en arrière. Il veut seulement associer les syndicats aux décisions sur les licenciements et trouver un nouveau point de rencontre autour du tapis vert avec eux. Autant dire que contre les licenciements, ce sera toujours aux travailleurs de se donner les moyens de faire la loi.

13, 14, 15 MAI

Dans quatre semaines, la Fête de Lutte Ouvrière

La fête de Lutte Ouvrière aura lieu, comme d'habitude, durant les trois jours du week-end de Pentecôte, les 13, 14 et 15 mai. C'est-à-dire dans quatre semaines exactement !

Comme les années précédentes, elle aura lieu dans le beau parc boisé du château de Presles, dans le Val-d'Oise, à une trentaine de kilomètres de Paris.

Des débats politiques aux expositions, des stands de jeu à ceux de restauration, des tours de chant au théâtre, et de la guinguette au simple repos à l'ombre, nous serons encore à n'en pas douter des dizaines de milliers à nous retrouver cette année pour faire de cette fête un grand rassemblement qui montre que l'extrême-gauche révolutionnaire est bien vivante.

Alors soyez des nôtres pendant ces trois jours... et parlez-en à tous vos amis et connaissances !

LE PROGRAMME ARTISTIQUE

Nous ne pouvons pas encore publier cette semaine notre programme complet. Mais nous pouvons déjà annoncer que les artistes et groupes suivants seront parmi nous :

Samedi :

Les Sardines : un groupe de filles drôles, qui chantent Charles Trenet.
Nazaré Pereira : musique et chants du Brésil.
Bratsch : musique d'Europe centrale.

Dimanche :

Le groupe antillais Malavoi.

Cette grande formation de musique antillaise de 13 musiciens, dont 5 violons et 3 choristes et une section rythmique traditionnelle, va venir spécialement des Antilles pour jouer à la Fête de Lutte Ouvrière.

Puisés dans la tradition, leurs airs mêlent quadrilles et mazurkas, biguines, paso-doble et valses créoles : un cocktail caraïbe qui donne envie de bouger.

(Dimanche après-midi au Grand Podium).

Mongo Jerry (Blues Country).
Angélique Ionatos, chanteuse grecque.
Angélique Kidjo, musique et chants africains.
Au théâtre, **Didier Gustin,** imitateur, présentera son spectacle du Théâtre de la Ville.

Lundi :

Zic Zazou, Big band jazz.
I Colombaioni, deux grands clowns italiens pour adultes.

Les Laurel et Hardy de la Commedia Dell'Arte.

Le premier est rond et le second est maigre, et le rond est triste quand le maigre est gai !

Sans nez rouge, sans chaussures démesurées, sans costume et sans décor particulier, le duo des Colombaioni a pourtant fait rire, avec ses sketches, des publics dans le monde entier... (Lundi après-midi sur le Grand Podium).

Dick Annegarn, chansons.

Le groupe Malavoi.

POUR LA FÊTE : CARS ET TRAINS SPÉCIAUX

LES DEPARTS

Outre la navette de cars gratuits qui partiront de la Porte de la Chapelle, à Paris, pour conduire directement à la fête, de nombreux départs, en car ou en train, seront organisés à partir des différentes villes de province.

LES CARS DU SAMEDI 13 MAI...
- **Lyon :** à 5 h 30, place Bellecour (côté Saône).
- **Dijon :** à 6 h et à 7 h, place du 27e régiment d'Infanterie.
- **Le Creusot :** à 6 h 30, au parking routier de Torcy.
- **Châlon-sur-Saône :** à 7 h, gare routière.
- **Metz :** à 8 h 30, gare SNCF, côté départ.
- **Nancy :** à 8 h 30, place de la Croix-de-Bourgogne.
- **Orléans :** à 8 h, gare SNCF d'Orléans (RN 20).
- **Saint-Nazaire :** à 6 h, place de la Gare.
- **Nantes :** à 7 h, place Viarmes.
- **Limoges :** à 4 h 30, parc des Expositions.
- **Bourges :** à 5 h 30, parking du Centre nautique.
- **Vierzon :** à 6 h, parking devant le LTE.
- **Lille :** à 6 h et 7 h, place des Buisses.

... ET DU DIMANCHE 14
- **Lille :** à 7 h, place des Buisses.

LE «TRAIN ROUGE» du samedi 13 mai
- **Toulouse :** départ gare de Toulouse-Matabiau. Rendez-vous à 5 h, hall de départ de la gare.
- **Bordeaux :** rendez-vous à 7 h 15, hall de la gare Saint-Jean.

D'autres départs auront lieu. Nous les annoncerons dès qu'ils nous seront communiqués.

LUTTE OUVRIERE
(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à
LUTTE OUVRIÈRE – BP 233 – 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE.

Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions E.A. – B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18. SARL au capital de 20 000 F, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 – Gérant : Michel Rodinson - Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat - Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson - Tirage 17 000 exemplaires - Composition : Point Virgule Photocomposition, Paris - Impression : Roto de Paris, La Plaine St-Denis (Seine Saint-Denis) - Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS

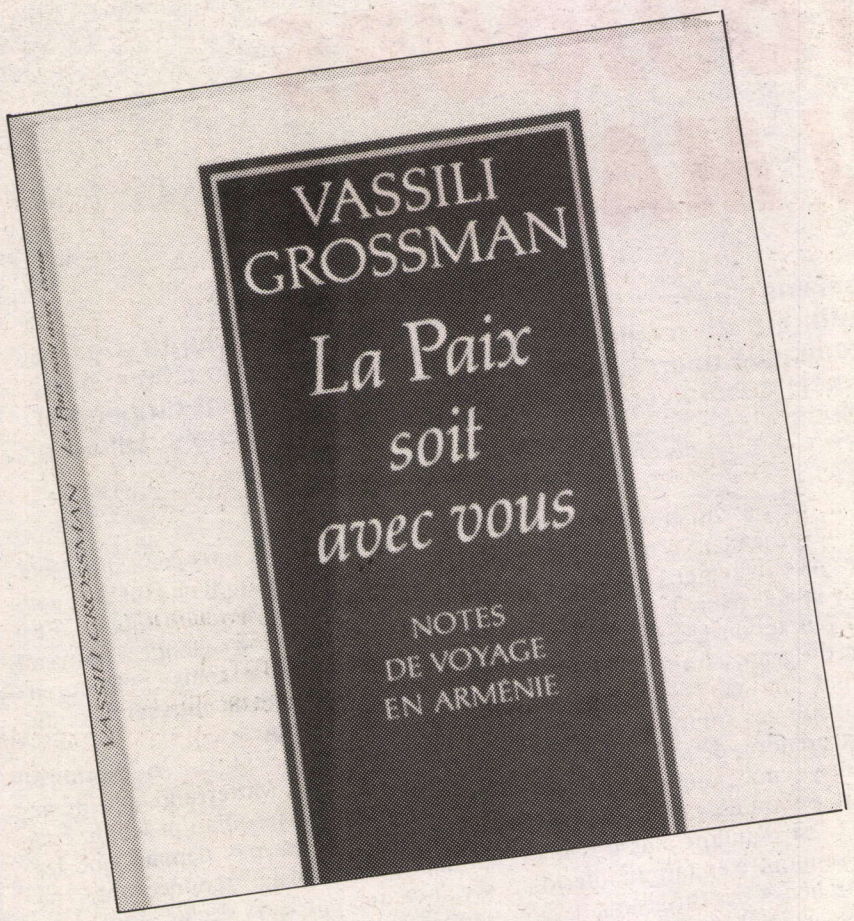
– à **Lutte Ouvrière** - hebdomadaire :
France : 6 mois : 130 F - 1 an : 250 F - Autres pays, voie ordinaire : 6 mois : 170 F - 1 an : 320 F.
– à **Lutte de Classe** - mensuel trilingue en français, anglais et espagnol édité par L'Union Communiste Internationaliste.
France, 1 an : 80 F.
Autres pays, voie ordinaire, 1 an : 95 F.
Pour envois par avion ou sous pli fermé, tarifs sur demande.

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
CODE POSTAL ET VILLE : .....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
Je m'abonne à : LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE, pour une durée de : .....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON ou par virement postal à MICHEL RODINSON - CCP 6 851 10 R - PARIS.

La paix soit avec vous

de Vassili Grossman



Ecrites en 1962-1963, ces *Notes de voyage en Arménie* sont un des derniers textes écrit par Vassili Grossman avant sa mort. Démoralisé et sans ressources depuis l'interdiction de publication et la saisie du manuscrit de son roman *Vie et Destin,* Vassili Grossman accepta la proposition de venir assurer la mise en forme littéraire russe d'un roman arménien. C'était en novembre 1961.

Grossman ne vit jamais ses *Notes* imprimées, car il refusa de voir supprimer par la censure quelques passages sur les Juifs et l'antisémitisme en URSS. L'ouvrage fut finalement édité en URSS en 1967, avec des coupures, nombreuses, qui apparaissent dans la présentation en français du livre. Elles furent de nouveau réimprimées intégralement, cette fois en URSS en 1988, en même temps que *Vie et Destin.*

Au cours de ces pages de réflexions mi-poétiques, mi-philosophiques, Grossman s'en prend à un certain nombre de clichés et de préjugés en cours dans la société russe et stalinienne pourtant en pleine déstalinisation. D'emblée, on pénètre avec lui dans une Arménie qui n'est pas ce pays de vertes vallées tapissées de fleurs que dépeint la littérature arménienne officielle...

Mais ce qui a dû paraître infiniment plus provocant aux censeurs de l'époque, c'est sa façon d'aborder le stalinisme ou plutôt la façon dont il est devenu la règle de le condamner dans les milieux officiels. Une gigantesque statue de Staline se dressait en cet hiver 1961 sur la montagne qui domine Erevan. Narquois, Grossman adresse un hommage à *"cette divinité grandiose" "ce monument de notre époque, l'époque de Staline"*. L'artère principale d'Erevan, la Perspective Staline vient d'être rebaptisée du nom de Lénine et Grossman, un tantinet provocateur, constate que *"toutes les têtes se sont inclinées devant le maître des lieux, le chef, le bâtisseur de l'Etat soviétique"* et qu'aujourd'hui *"tous ses interlocuteurs ont réagi très nerveusement à mes louanges à la gigantesque statue"*. La même servilité des cadres et des intellectuels devant le pouvoir que sous Staline ne permet en fait aucune critique sérieuse du stalinisme. Ses interlocuteurs dénonçaient en Staline *"un ignare, un vantard, un parvenu"* voire *"un fils de chienne"... "mais ils ne le maudissaient pas tant pour les meurtres et les actes effroyables perpétrés en 1937 que pour sa nullité"*. Et il constate que *"la déification de Staline et son rejet total et inconditionnel ont poussé sur le même terreau"*.

Constat *"terrible"* : *"la consolidation de l'Etat stalinien s'effectue sous la forme d'une protestation des leaders de l'Etat contre Staline"*.

Finalement le dernier mot reste aux paysans et ouvriers qui avec un solide bon sens et non sans humour sont restés sceptiques sur la réalité de la déstalinisation. Comme on leur proposait de détruire le monument à Staline, *"les paysans ont répliqué : le gouvernement a collecté auprès de nous cent mille roubles pour édifier ce monument. (...) Allez-y détruisez-le, mais rendez-nous nos cent mille roubles... Un vieillard a proposé de retirer le monument, et de l'enterrer, sans le détruire. "Il servira peut-être encore, en cas de nouveau régime. Cela nous évitera de sortir une nouvelle fois notre argent"*.

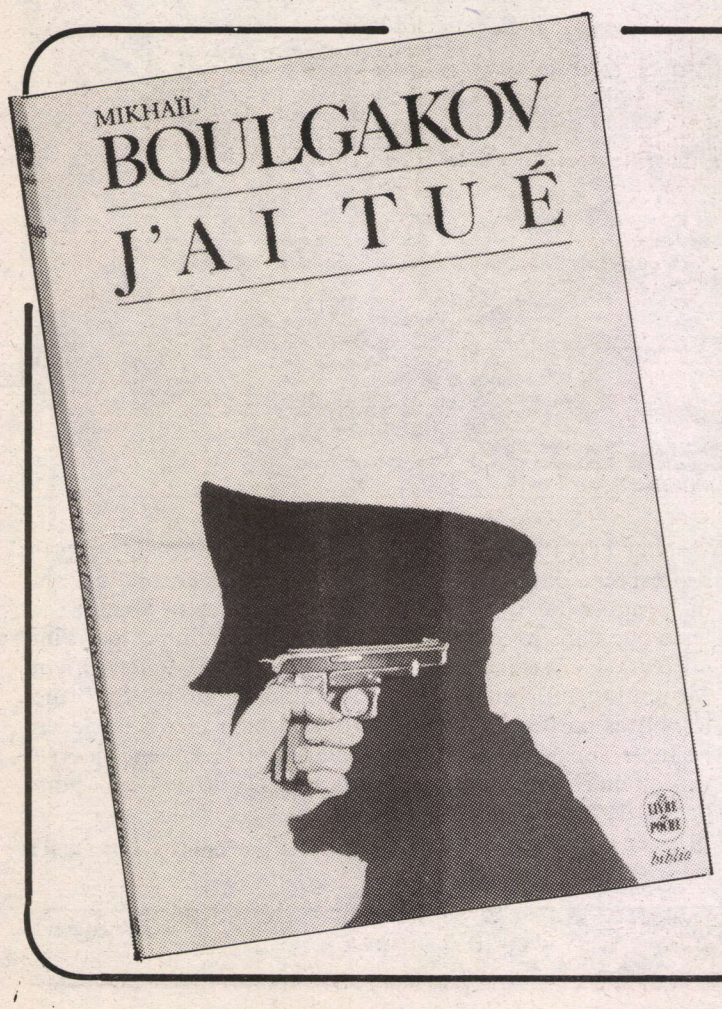
Ce sont les paysans et citadins, le petit peuple rencontré au cours de ses promenades qui touchent le plus Grossman : ces hommes et ces femmes qui, 50 ans après, ont toujours le souvenir vivace des massacres perpétrés en Turquie. Cependant il récuse le nationalisme dont sont marqués les Arméniens au nom de l'oppression subie. Et il dénonce le chauvinisme russe, ses préjugés, ainsi que les blagues arméniennes *"bêtes et incroyablement graveleuses"* et surtout le fait que des écrivains russes de renom se soient laissés aller à ces préjugés. *"Comment se fait-il qu'une grande littérature s'inspire des corps de garde, donne dans le chauvinisme haineux et obtus?" "L'extase nationaliste des petits peuples opprimés naît comme un moyen de sauvegarder leur dignité et leur liberté"*. Mais *"le nationalisme des agresseurs et celui des résistants, ces deux nationalismes ont beaucoup en commun". "Le nationalisme d'un petit peuple"* est *"pitoyable", "il n'élève pas, il humilie"*.

Grossman souligne aussi le ridicule, la mesquinerie de clocher de certains intellectuels arméniens qui n'ont d'autre objectif que de démontrer *"la supériorité du caractère national arménien sur le caractère national des autres peuples"*, et il dresse un portrait de l'écrivain national arménien, qu'il baptise Martirossian, d'un ridicule achevé : *"Martirossian concilie très naturellement, simplement, le culte de la divine architecture arménienne, du paysage arménien, de la chanson arménienne ancienne, de la sagesse arménienne sur parchemin, inscrite sur les socles sacrés, avec le culte de sa personnalité. Il s'aime sincèrement et profondément. Il éprouve la même référence poétique pour lui-même que pour l'eau bleue du lac Sevan, les neiges de l'Aragats, la vallée de l'Ararat rose de pêchers en fleur."*

Féroce, ironique avec les gens bien installés, c'est aux petites gens que va la sympathie de l'auteur. Un témoignage sans concession, et finalement bien d'actualité.

Cécile BERNIER

La Paix soit avec vous. *Editions De Fallois-L'Age d'Homme. 75 F.*



Ce petit recueil de six nouvelles écrites et publiées entre 1923 et 1926 en URSS, rappelle par sa teneur un autre recueil de Boulgakov, *Garde blanche,* paru lui aussi en Livre de Poche. Là aussi il s'agit de la guerre civile en URSS, vue par un témoin qui n'a pas choisi d'émigrer, mais qui, sceptique n'est pas pour autant un sympathisant du régime issu de la Révolution.

Médecin et écrivain, Boulgakov écrit ses nouvelles avec la précision, la concision d'un diagnostic. La première nouvelle, *Le feu du Khan Tougaï* marque la fin irréversible du monde ancien. La guerre civile est finie, mais avec le retour incognito d'un prince dans son ancien et somptueux palais, là où il fut naguère le maître, on constate que la haine des propriétaires dépossédés ne s'est pas éteinte. *"Rien ne reviendra plus. Tout est fini"* constate le prince avant de déclencher l'incendie...

J'ai tué est le récit de l'engagement, ou du moins du passage à l'acte d'un médecin, étrangement proche de Boulgakov, *"dandy"* et *"excellent conteur"*, qui explique comment il fut mobilisé de force dans les troupes blanches de Petlioura à Kiev, en pleine guerre civile. Les Blancs avaient commis tant de massacres, d'exactions, de tortures, de pogroms de Juifs, que tout le monde en ville, l'auteur en premier, en était à souhaiter la prompte victoire des Bolcheviks pour être débarrassé de la racaille des tueurs de Petlioura. Le médecin - qui jusque-là s'était cantonné dans son rôle pacifique, se trouva embarqué, bien contre son gré, *"dans des événements les plus terribles et les plus étonnants"* de sa *"malencontreuse vie de médecin"*. Appelé par l'un des chefs tortionnaires pour le soigner, il finit par le tuer froidement, sciemment. *"Croyez-en mon expérience de chirurgien"*, conclut-il.

Après la violence, l'horreur des situations créées par la guerre civile, évoquées dans les quatre premières nouvelles du recueil, les deux dernières racontent comment la vie reprend sous le nouveau régime. L'une évoque les appartements communautaires qui permettent finalement d'heureuses rencontres. Dans l'autre, on assiste aux affres d'un jeune médecin inexpérimenté luttant, sans grand succès à vrai dire, contre la syphilis, maladie d'autant plus difficile à soigner, qu'on se heurte aux préjugés, à l'arriération ou à l'ignorance.

Autant de récits prenants et quelquefois surprenants.

C.B.

J'ai tué *de Mikhaïl Boulgakov, Livre de Poche Biblio.*

LIBAN

LES POLITICIENS FRANÇAIS SE CROIENT TOUJOURS AU TEMPS DU MANDAT

Bien embarrassé, le gouvernement français, de sa propre tentative d'intervention au Liban. Il avait décidé le 5 avril d'envoyer là-bas une aide «humanitaire» qui cachait mal, en filigrane, une tentative de soutien à l'entreprise du général Aoun, ce général qui cherche surtout, en s'autoproclamant le libérateur du Liban, à faire reconnaître son gouvernement par les puissances occidentales.

Une semaine plus tard, faute de voir les bateaux bloqués au large de Beyrouth, il a dû reculer et son envoyé Bernard Kouchner a dû prendre langue non seulement avec le gouvernement du général Aoun, mais aussi avec «l'autre» gouvernement libanais, celui de Salim Hoss.

Mitterrand lui-même s'est vu contraint de jurer que la France ne soutient pas un camp contre l'autre et son ministre des Affaires étrangères Roland Dumas a dû désavouer un autre envoyé spécial du gouvernement français, Jean-François Deniau, qui avait affirmé son soutien politique au général Aoun en le décrivant comme un homme «parlant au nom du Liban tout entier».

Moyennant cette reculade, les navires français pourront donc peut-être débarquer au Liban. Mais ce n'est évidemment pas ce qu'attendaient les dirigeants du camp chrétien et en particulier le général Aoun. Celui-ci se moque bien de l'aide «humanitaire». Il voudrait surtout la caution politique des pays occidentaux au gouvernement chrétien qu'il dirige et réclame explicitement l'aide militaire de la France.

Son principal atout de ce point de vue est la surenchère à laquelle se livrent invariablement les politiciens français dès qu'il s'agit du Liban, ce territoire autrefois sous «mandat» français, comme plus généralement lorsqu'il s'agit de défendre l'héritage même dérisoire du passé colonial. Cette surenchère n'a pas manqué de se produire. Politiciens de droite et de gauche ont tous déclaré qu'il n'était pas question de *«laisser le Liban sous les bombes»*, en oubliant de dire que si ce pays y est livré depuis quinze ans, c'est justement en grande partie le résultat de la politique des puissances impérialistes, dont la France. Car c'est celles-ci qui ont créé et soutenu envers et contre tout ce gouvernement d'une minorité chrétienne en contribuant à créer tous les ferments de la guerre civile.

Aujourd'hui, les dirigeants américains comme les dirigeants français et même israéliens ont fini par estimer que la moins mauvaise des solutions au Liban était, à tout prendre, de s'en remettre à l'occupation syrienne pour geler la situation désastreuse qu'ils ont eux-mêmes provoquée. C'est d'autant plus possible que la Syrie se montre en fait un interlocuteur compréhensif des dirigeants occidentaux et se garde bien de toucher à leurs intérêts.

Seulement c'est un choix politique que les dirigeants français, en particulier, répugnent à avouer ouvertement pour ne pas donner prise à tous ceux qui déclarent régulièrement qu'il ne faut pas *«laisser tomber les chrétiens du Liban»*. Et il suffit que la situation se tende à nouveau à Beyrouth pour que renaissent les surenchères et que pointe de nouveau la tentation de l'intervention.

C'est ce qui vient de se produire, jusqu'à ce que Mitterrand lui-même doive reculer... et jusqu'au prochain épisode. Car ce n'est pas demain que les politiciens français renonceront, ne serait-ce que par leurs déclarations, à se servir des chrétiens du Liban à leur propre usage. En contribuant tous à les enfoncer dans l'impasse sanglante qu'ils connaissent aujourd'hui.

André FRYS

Itshak Shamir à Washington

POUR UN RÈGLEMENT PALESTINIEN... EN PLAN

Le Premier ministre israélien Itshak Shamir, fort du dernier succès électoral de son parti, s'est rendu à Washington les 6 et 7 avril, pour discuter avec le nouveau président américain George Bush. Cette visite qui fait suite à l'ouverture de discussions directes entre les Etats-Unis et les représentants de l'OLP – ce qui a été déploré par le gouvernement d'Israël – était attendu comme une confrontation entre des choix politiques contradictoires concernant un éventuel réglement du problème palestinien. Apparemment la rencontre s'est déroulée sans coup d'éclat, et elle s'est conclue aimablement, chacun pouvant y retrouver les siens.

Shamir a présenté une prétendue «idée nouvelle» – qui était pratiquement déjà formulée dans les accords de Camp David et jusque-là défendue par le ministre de la Défense, le travailliste Itshak Rabin – consistant à proposer des élections libres dans les territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza, dans le but de promouvoir des représentants palestiniens avec lesquels discuter d'une autonomie administrative de ces territoires, pour une période intérimaire, ouvrant *«si le test est positif»*, la voie à *«un réglement permanent»*. Et cela, à condition que cesse d'abord *«L'Intifada»*, c'est-à-dire la *«révolte des pierres»*.

Pas question de discuter avec l'OLP, ni d'admettre la constitution d'un éventuel Etat palestinien, ni donc d'accepter un droit au retour des Palestiniens chassés de leur pays, même dans ces seuls territoires. Ces propositions faites par Shamir n'ont donc aucune chance d'être acceptées par les organisations palestiniennes, et comme on l'a d'ailleurs constaté, ce ne sont pas elles qui inciteront les populations de Cisjordanie, de Gaza, ou de Jérusalem, à cesser de manifester leur opposition active à cette occupation qu'elles subissent depuis plus de vingt ans.

Le président Busch a cependant voulu faire semblant de croire qu'il s'agissait-là «d'idées nouvelles», mais s'il a dit que son pays ne soutenait pas la création *«d'un Etat palestinien indépendant»*, c'est en ajoutant qu'il n'était pas partisan de la *«souveraineté israélienne sur la Cisjordanie et Gaza, ni* de *leur occupation permanente»*.

Le président des Etats-Unis ne renonce donc pas tout à fait à faire une pression sur Israël pour lui faire rendre les territoires occupés (Jérusalem-Est excepté), et lui faire accepter un règlement du problème palestinien en liaison avec les discussions qu'il a entamées avec l'OLP. Mais cette pression demeure pour le moins légère à l'égard de celui qui reste son allié privilégié au Moyen-Orient.

Manifestation des Palestiniens à Jérusalem le 11 avril. (AFP)

Shamir et le gouvernement israélien campent pour le moment sur leurs positions, ne cherchant qu'à gagner du temps et à éviter de prendre de front l'opinion publique pour laquelle l'ouverture de discussions entre les Etats-Unis et l'OLP avait réveillé des espoirs. Pour cette opinion publique, il est manifeste que dans le cadre de la «détente» est-ouest, au Moyen-Orient comme dans les autres parties du monde, les Etats-Unis aimeraient parvenir à un règlement et à une baisse de la tension. Pas au prix cependant de se mettre à dos cette partie majoritaire de l'opinion israélienne qui suit le gouvernement Shamir.

Les feux allumés par l'impérialisme au Moyen-Orient, continuent donc de brûler quand bien même les incendiaires préfèreraient momentanément jouer les pompiers.

Louis GUILBERT

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995